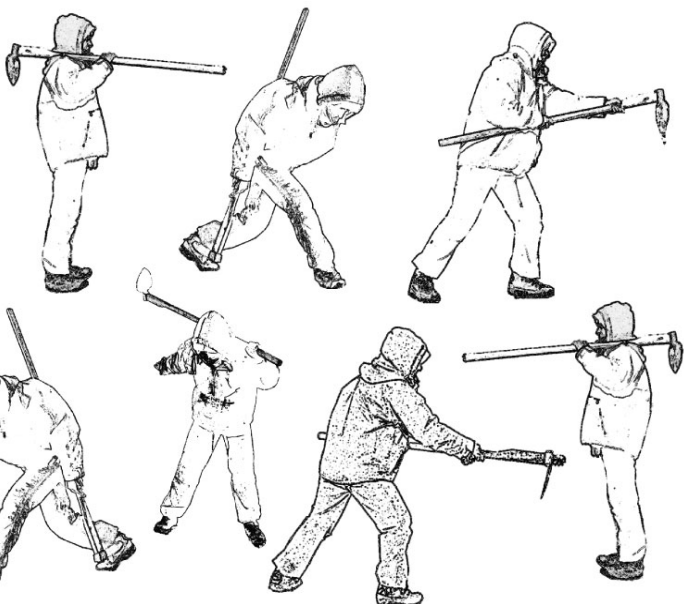
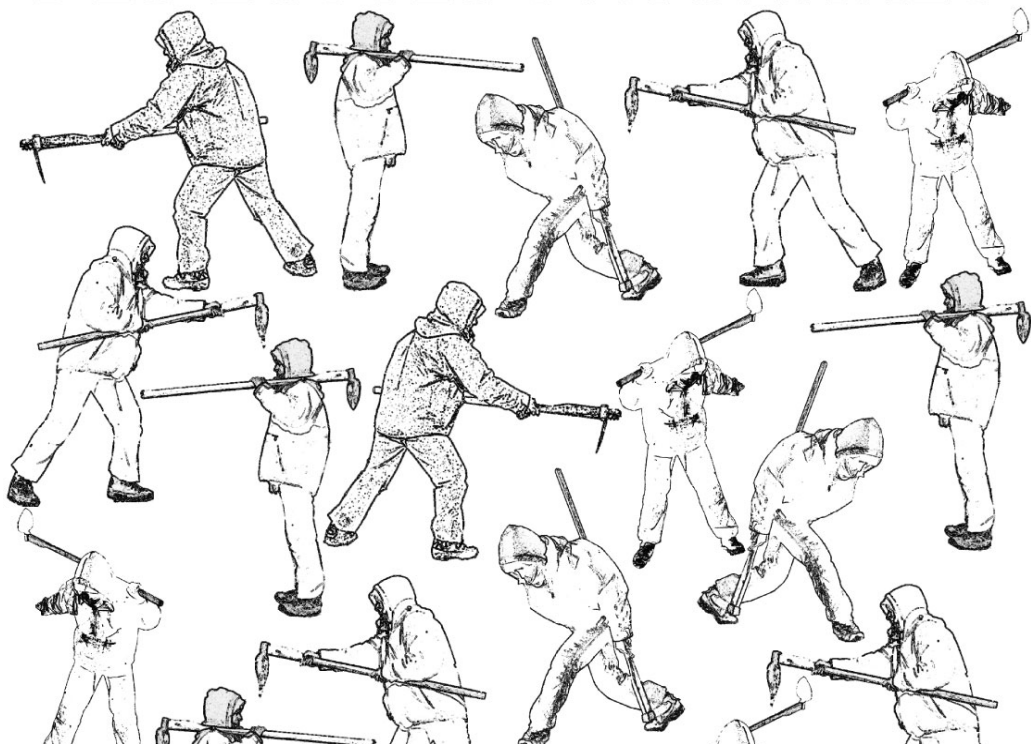


**LE 17  
AVRIL  
2011**



**JOURNEE INTERNATIONALE  
DES LUTTES PAYSANNES**





## 17 avril, journée internationale des luttes paysannes

**A l'initiative de la Via Campesina, chaque 17 avril plus d'une centaine d'actions et d'événements ont lieu à travers le monde pour commémorer la mort de 22 paysans assassinés et pour défendre la souveraineté alimentaire, la justice et l'égalité.**

La Via Campesina est un mouvement international de paysans, de petits et moyens producteurs, de sans terre, de femmes et de jeunes du milieu rural, de peuples indigènes et de travailleurs agricoles. Elle regroupe environ 150 organisations locales et nationales de 4 continents et représente 200 millions de personnes.

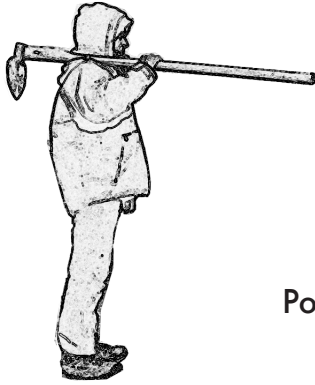
### En mémoire du massacre d'Eldorado dos Carajás

Chaque année, des milliers de paysans et de paysannes ainsi que ceux qui les défendent et partagent leurs revendications sont arrêtés, opprimés, intimidés et tués pour la simple raison qu'ils luttent pour faire reconnaître leurs droits à la terre, à l'alimentation, au développement économique ou pour l'effectivité des droits humains.

Le 17 avril 1996, 1 500 hommes et femmes du Mouvement des travailleurs ruraux sans terres (MST) occupaient et bloquaient l'autoroute BR-150 à Eldorado dos Carajás pour exiger du gouvernement fédéral brésilien et de celui de l'Etat amazonien du Pará la mise en œuvre d'une réforme agraire.

Aux alentours de 16h, 155 policiers militaires ont encerclé les membres du MST installés sur l'autoroute. En plus d'utiliser des gaz lacrymogènes, ils ont tiré à balles réelles. Le bilan de cet assaut est très lourd : 22 personnes décédées (dont trois personnes des suites de leurs blessures) et 69 blessées. Les autorités de l'Etat, la police, l'armée et les puissants propriétaires locaux sont impliqués dans la planification et l'exécution de ce massacre.

Lors de la deuxième conférence internationale de La Via Campesina qui se tenait alors à Tlaxcala au Mexique, le 17 avril fut déclaré journée internationale des luttes paysannes.



## Pourquoi j'occupe ce champ ?

Si j'occupe ce champ, c'est pour ne pas regarder se faire cette étendue de mort sur la plaine de l'Aire, ce désert, sans rien dire, sans rien faire. Pour moi c'est ça le désert : les bâtiments industriels, les banques, les autoroutes, les parkings, les supermarchés, les zones villas, les villages dortoirs et leurs fermes rénovées et les routes encombrées de 4X4 qui polluent la campagne pour rejoindre les sinistres bureaux des villes, les terrains de golf, les manèges...

Ce champ qui a l'apparence d'un champ n'en est pourtant pas un. C'est de la bonne terre, qui pourrait être nourricière et habitée, mais qui au lieu de cela a été déclassée en zone industrielle, et livrée à la spéculation des affairistes. Elle a été réduite à une fonction de désert à coloniser après qu'on l'ait fait passer pour un désert (technique bien connue).

Le déclassement des zones agricoles est une condition au développement des villes, la disparition programmée de la petite et moyenne paysannerie est une condition au développement de l'économie libérale. Quand le gouvernement défend des idées de souveraineté alimentaire, de production locale, de terroir, d'écologie alors qu'en même temps il crée une zone molle et faible autour des villes qu'il peut défoncer sans en avoir l'air, il ne fait que parquer provisoirement, dans les niches que l'Economie concède, un peu de terroir, quelques batraciens, quelques producteurs de proximité. « A la niche, les petits agriculteurs ! ». Dans un cadre aussi désespérant, beaucoup d'exploitants agricoles préfèrent vendre leurs terres au plus offrant que les défendre.

Mais c'est seulement en travaillant la terre qu'on pourra la défendre. Alors on refait de ce champ un champ, et on le cultive. On commence à inverser la tendance, et si ce n'est pas ce champ-là ce sera un autre, que nous habiterons pour constituer un espace de résistance, au sens propre comme au sens figuré, parce que petit à petit on apprend à s'organiser ensemble pour lutter. La lutte pour l'accès à la terre c'est aussi cela. Quand tout le territoire est parcellisé, cloisonné, contrôlé, exploité, aménagé, défini, limité, labellisé, étriqué, toutes ces terres sont pour nous abandonnées, et nous appellent à lutter pour refuser l'exil.

## Et une, et deux, et trois parcelles

Une zone industrielle... Des parcelles « sous-exploitées », avec sur certaines des bâtiments de 1 ou 2 étages... Et des terrains, comme ici, pas « exploités » du tout. Les parcelles 16384 à 16386, intégrées en 1996 au plan directeur de l'extension de la Zone Industrielle de Plan-les-Ouates (ZIPLO), sont depuis lors une gigantesque friche agricole de près de 3 hectares. Friche agricole, parce que, depuis qu'il a été décidé d'y construire un centre de haute technologie en 2001, rien ne s'est passé, sauf la prolifération de plantes adventices. Situés aux 40 à 48 route du Champ des Filles, elle est exemplaire d'une situation où l'immobilisme va bon train avec la spéculation.

C'est en 1979 que le Conseil d'Etat vote le plan directeur de la ZIPLO, faisant suite à une volonté de « développement équilibré » des différentes régions du Genevois. Plus de 45 hectares dont 27 étaient auparavant en zone agricole. La ZIPLO est gérée par la Fondation pour les Terrains Immobiliers (FTI), à savoir une institution de droit public qui cherche à valoriser les terrains industriels du canton. Celle-ci se réserve d'ailleurs le droit de « réserver les terrains » aux entreprises de « haute technologie », selon le directeur Philippe Moeschinger. A partir de 1996, avec l'arrivée de Patek Philippe, la zone devient réellement « attractive » pour les grandes enseignes. Suivront Piaget, Rolex et une kyrielle d'autres petites start-up du genre, qui ont ouvert sur leurs parcelles les plus gros chantiers privés du canton (plus de 500 millions d'investissement pour le cube noir de Rolex), séduites par la proximité de l'autoroute de contournement et la liste d'attente de la complaisante FTI. Les biotechnologies ne sont évidemment pas en reste, avec entre autres le Centre des Technologies Nouvelles (CTN), inauguré en 1988 au chemin des Aulx, sorte de méga-centre locatif pour entreprises, avec son propre restaurant et ses propres chambres d'hôtel...

C'est d'ailleurs le même projet, mais en plus grand, qui devait voir le jour sur les parcelles 16384 à 16386 : le Centre d'Innovation Technologique (CIT). 50 000 m<sup>2</sup> de surfaces locatives, 1400 emplois potentiels, un restaurant de 400 places, 30 chambres d'hôtel, 945 places de parking, un fitness de 600 m<sup>2</sup> et une esplanade de verdure emprisonnée. Le plus grand centre de haute technologie de Suisse. Le tout pour 120 millions de francs seulement. Le chantier devait débiter en 2002, les derniers bâtiments prêts fin 2004.

Las, rien ne s'est passé comme prévu. Mais difficile de trouver des traces de

ce qui s'est passé, ou plutôt de ce qui ne s'est pas passé. La dernière prolongation de l'autorisation de construire date de 2008, et n'a pas été renouvelée depuis. Il faut dire que la société Tivona-Terra, que les sites officiels donnent toujours comme propriétaire du terrain, a été radiée du registre du commerce en 2010. De fait, les avoirs de cette société appartiennent au groupe Jelmoli, cette hydre énorme de l'immobilier suisse. Du côté de chez Jelmoli, comme à la FTI, le mutisme est imposé sur ce projet avorté. Seule personne à avoir bien voulu parler, un des architectes qui a trimé pendant des années pour que le projet soit édifié. Il ne saisit pas trop pourquoi tout s'est arrêté, si ce n'est des « relations conflictuelles entre Tivona-Terra, Jelmoli et leur actionnariat ». En tout cas, les relations avec le donneur d'œuvre se sont encrassées « par manque d'information » jusqu'à donner lieu à une procédure, dont le jugement n'est pas encore rendu.

En l'état, difficile de savoir ce que Jelmoli veut faire de ces parcelles. Il paraît que la spéculation est rendue difficile dans les zones industrielles contrôlées par la FTI, qui intervient dans le contrôle des prix... On demande à voir. Selon l'architecte, Jelmoli voudra quand même récupérer la somme mise dans les études d'exécution dans un éventuel prix de revente, et ça n'est pas rien !

Pour se prouver que l'on est entre gens de bien dans cette affaire, indiquons simplement qu'Alain Rolland était à l'époque en charge du département immobilier chez Jelmoli, et donc donneur d'œuvre du CIT. Ce triste sire construit aujourd'hui des immenses centres commerciaux dans les pays dits « émergents », à la recherche de la « croissance de demain », sur un modèle proche du centre commercial de la Praille. Après avoir construit en Russie, il a inauguré l'année passée le plus grand centre commercial d'Algérie, Bab Ezzouar, et voulait faire de même au Maroc ou en Tunisie dans les années qui viennent. On ne sait pas s'il faut lui souhaiter que ces gigantesques boîtes à vendre et à faire du bénéfice ne voient jamais le jour, ou plutôt qu'elles le voient pour être mieux détruites par les révolutions en cours et à venir.



## **L'agriculture industrielle, un processus de destruction sociale et environnementale.**

Aujourd'hui, 4 % seulement de la population suisse est encore active dans l'agriculture et ce chiffre ne cesse de décroître. Nombre de fermes ne sont plus qu'une activité accessoire ne permettant pas aux agriculteurs d'en vivre. Le revenu des agriculteurs est le plus bas de tous...un babysitter de 15 ans touche un meilleur salaire horaire qu'un agriculteur ! Le nombre de fermes ne cesse de diminuer, tandis la taille des exploitations augmente.

Sous prétexte de sécurité alimentaire, en quelques décennies notre société a détruit sa paysannerie au profit de l'industrie. La « démocratisation » des engrais de synthèse, des pesticides, des variétés hybrides à haut rendement et de la motorisation ont effectivement permis de produire plus de masse alimentaire. Aujourd'hui il y a surproduction à l'échelle planétaire, alors que plus de 800 millions de personnes souffrent de la faim. Aujourd'hui, cette « révolution » agricole est aussi parvenue à polluer la terre, l'eau et l'air, à rendre malades les travailleurs de la terre, à produire des aliments qui nous nourrissent mal et à détruire la paysannerie.

D'aucuns objecteront qu'en Suisse nous avons des normes sociales et environnementales plus strictes qu'ailleurs et que les domaines agricoles ne sont pas surdimensionnés. C'est évidemment faux, d'une part parce que nous importons une bonne partie de notre alimentation de régions qui ne pratiquent pas ces fameuses normes, d'autre part parce que le processus est le même en Suisse qu'ailleurs.

Aujourd'hui, un agriculteur « moyen » n'est plus qu'un maillon de la chaîne de production agroindustrielle... Il est endetté car il doit se « moderniser » (c'est ce qu'il apprend d'ailleurs dans les formations agricoles), il achète engrais, semences et produits de traitements à l'industrie, il vend sa production à l'industrie, il suit attentivement les conseils de techniciens agroindustriels, et bien souvent il ne mange même plus ce qu'il produit. Il doit rendre des comptes à l'Etat qui le « soutient » avec des paiements directs et tandis qu'il se démène pour pérenniser son exploitation, il voit ses voisins disparaître et attend son tour... La perte d'autonomie de réflexion et de décision est presque totale.

Triste tableau pourtant bien réel.

La population est sensible à ce phénomène mais est souvent bien mal informée (ne vit-on pas encore au pays de Heidi, avec le grand-père, la montagne et les gentilles vaches?) et surtout prise au dépourvu... que peut-on faire ? Acheter à la ferme, créer des coopératives d'achat qui soutiennent l'activité paysanne, cultiver son jardin, son toit, son balcon, etc. C'est bien, mais si nous voulons nous **nourrir** (si nous n'avons pas choisi de laisser le soin aux industries chimiques de nous concocter des pilules nutritives qui nous permettront d'aller coloniser Mars un de ces quatre lorsqu'on manquera de place), il faut avant tout préserver les terres arables, permettre l'implantation de nouvelles fermes, former des nouveaux paysans, retrouver une autonomie des savoirs et des pratiques paysannes. Il y a actuellement une prise de conscience des dangers de l'agriculture industrielle, mais nous ne pouvons pas demander aux quelques rescapés que l'on nomme paysans de produire une nourriture saine et abondante de manière écologique ! Ils sont trop peu, c'est humainement impossible !

Nous ne voulons pas être des producteurs et des consommateurs qui engraisent les patrons de l'agro-industrie, nous sommes capables de subvenir à nos besoins en préservant ou recréant le milieu complexe qui nous permet de faire pousser les végétaux qui nous nourrissent. C'est pourquoi l'accès à la terre - à la ferme, à la coopérative, au jardin et au balcon - est un enjeu primordial !

Mais le processus de disparition forcée de l'agriculture est presque achevé et selon l'USP (Union Suisse des Paysans), pour assurer la souveraineté alimentaire, il faut moins de paysans (sic!) et plus de technicité. Pour nous, c'est l'inverse! La souveraineté alimentaire, c'est des campagnes pleines de paysans, libres dans leurs pensées leurs choix et leurs actions, libres dans leurs échanges fructueux entre eux et avec le reste de la population, et non pas entravés, dépendants de l'industrie, du marché et des bureaucraties.



## Accès à la terre

Devenir paysans? Mais comment accéder à la terre? De nombreuses embûches économiques, législatives et sociales ne font qu'entraver ce besoin :

- la plupart des agriculteurs qui subsistent encore poursuivent une course à la production pour pallier aux prix dérisoires qui leurs sont offerts par la grande distribution, et dès qu'une terre se « libère » (c'est-à-dire qu'un collègue cesse son activité), elle est englobée dans un domaine existant au lieu de permettre l'installation d'un nouveau paysan, on assiste donc de plus en plus à une concentration des terres...

- à Genève, nombre de propriétaires de terres agricoles ne sont plus agriculteurs, et la plupart rechignent à vendre leur bien à des agriculteurs. Pour cause principale, l'espoir qu'un jour le terrain « prendra de la valeur » en devenant constructible...

- les agriculteurs qui cessent leur activité ne louent ou ne vendent que leur terrain (leur ancien outil de travail), mais pas leur ferme dans laquelle ils habitent et on les comprend...

- louer une terre agricole reste possible pour un agriculteur, mais s'il n'y a pas de bâtiments existants, il est presque impossible de construire sur ce terrain et donc de pérenniser son activité agricole. On peut louer, suer, mais pas habiter, on peut donc mettre le peu d'argent qu'on gagne dans un loyer en ville et une bagnole pour se rendre aux champs, tandis que les habitants d'anciennes fermes prennent la leur pour aller bosser en ville...

- le prix de la terre agricole est considéré comme faible (toujours en comparaison de sa valeur si elle est constructible, le béton valant plus cher que le cardon), il faut tout de même 80'000.- pour un hectare...

- pour autant qu'on trouve une ferme à acheter, sa valeur dépasse aisément le million... l'humble paysan ne peut pas y trouver son compte, il faut être un jeune cadre dynamique prêt à investir...

- à priori, selon la loi, une exploitation agricole n'est vendable qu'à un agriculteur... sauf si on ne trouve pas preneur ! Comment trouver preneur lorsqu'il faut tellement

d'argent pour démarrer une activité agricole digne de ce nom ? C'est sans souci que de riches citadins peuvent faire valoir leur droit argentier et ainsi continuer à faire monter les prix des futures exploitations...

- la population augmente et l'urbanisation mange de la surface sans limite... à Genève, la moitié de la zone construite est en zone villa, ce petit fleuron de l'individualisme polluant. Plutôt que de remettre en question la « liberté » du choix de son habitat, on grignote lentement mais sûrement la zone agricole, censée assurer l'alimentation de la population. Le prix du mètre carré constructible a doublé voire triplé en 2007 pour inciter les propriétaires de terrains agricoles à vendre leurs parcelles pour y construire des logements (ils touchent au minimum 400.-/m<sup>2</sup>)...

### **Pourquoi s'acharner à vouloir s'installer comme paysan à Genève ?**



### **Ce que nous voulons**

Le système agricole de chaque région, à chaque époque, est lié au système social dans son ensemble, et aux forces qui le modèlent. Actuellement, un mouvement qui semble irrésistible transforme les systèmes agricoles au niveau mondial, la petite paysannerie tend à disparaître, semble condamnée à plus ou moins court terme selon les régions, alors que s'impose la production industrielle à large échelle.

Mais à travers le monde, des millions de paysans souhaitent continuer à cultiver la terre à leur échelle, au moyen des techniques qu'ils ont élaborées sur le terrain, à vivre de la terre, à vivre sur la terre qu'ils cultivent. Et pour se libérer des contraintes qui les forcent souvent à se tuer à la tâche, ils imaginent leur propre voie de transformation de l'économie paysanne et donc des rapports sociaux et du système social en général: une voie paysanne.

**Nous souhaitons que la voie paysanne s'impose**

Pour en arriver là, il faut qu'un changement mental s'opère, que ceux qui travaillent la terre veuillent exercer leur autonomie, veuillent ne plus dépendre des intérêts des politiciens et des financiers, ne croient plus en leur infériorité ni en l'impossibilité de transformer la réalité, de renverser l'ordre des choses.

C'est ce que nous faisons en occupant une terre fertile, en y construisant notre maison, en y semant des plantes desquelles nous nous nourrirons, et dont nous reproduirons les semences. C'est ce que nous faisons en ne cherchant pas à nous contorsionner pour plier notre action dans le cadre de lois qui sont contraires à ce que nous voulons.

Il ne s'agit pas d'ériger le libre arbitre de l'individu humain tout puissant au-dessus de tout. Si nous n'allons pas occuper les jardins de retraités modestes qui asphyxient la terre à larges rasades d'engrais et pesticides, ce n'est pas «parce qu'ils font ce qu'ils veulent», c'est que le jour où nous aurons démantelé les usines de pesticides et d'engrais, ces jardiniers du dimanche cultiveront sans. Nous aimerions les amener à lutter eux aussi contre les magnats de la chimie, mais sinon, on ne va pas leur dire ce qu'ils ont à faire.

Nous ne renverserons pas la tyrannie industrielle en bichonnant une petite oasis bio sous les pluies nucléaires, mais en transformant radicalement les rapports sociaux, en démantelant les machineries économiques, industrielles et de contrôle social. Et dans ce cadre nous pourrons développer une agriculture paysanne autonome.

Une agriculture paysanne autonome ne signifie pas qu'une portion de la population, en s'attachant à la tâche de nourrir les autres habitants, n'en devienne, même volontairement, esclave. Ce devrait être le souci de tous, puisque nous en avons besoin pour vivre, que le travail de la terre ne soit pas une corvée.

Elle ne signifie pas non plus un retour au passé, aux espèces anciennes uniquement, etc... mais la prise en main, par nous mêmes, de l'ensemble des activités nécessaires à la production d'aliments. Maintien de l'humus, protection à notre échelle des équilibres naturels, des ressources en eau et de la multiplicité de vies végétales et animales, reproduction des semences, préservation et invention des techniques, connaissances et solidarités qui forment la culture paysanne.



il y a quelques années...

## Deux occupations de terres à Genève

Depuis de nombreuses années, dans nos maisons occupées se ressent le besoin de nous réapproprier la vie aussi en dehors de nos murs. Nous nous sommes mis à occuper la rue, des parcs ou le fleuve, pour y commettre de mémorables joutes sportives, dresser des tables géantes, projeter des films, monter des barricades, danser. Et aussi, plus durablement, occuper des terrains, pour y découvrir des mondes inconnus.

Occupations de terres au Zimbabwe, au Kenya, au Brésil. Les squatters du sud nous le rappellent: la terre nous a été volée sans compensation dès notre naissance. De cette dépossession naissent toutes les autres: celle de notre sueur, de notre temps, de notre liberté. En nous privant d'habitat, ce monde nous force à avoir des besoins, à être demandeurs en logement, en aliments, en sécurité, en évasion. La colonisation n'est pas qu'une histoire de races ou de nationalité: à Genève aussi il faut occuper les terres, il faut décoloniser.

### chantier populaire de moillebeau

En juillet 1998, nous occupons un terrain, pour y vivre. Pour ne plus vivre dans les ruines du marché immobilier, mais construire quelque chose de nouveau. De grandes réjouissances rythment notre apprentissage hésitant. La terre est si loin de nous: nous ne sommes pas des paysans sans terre, nous sommes des sans terre tout court.

L'hiver s'installant, les habitants restants sont ceux qui ont choisi de vivre dans des roulottes. La roulotte nous semble familière parce que d'expulsion en expulsion nous sommes toujours nomades. Les sans-roulotte reviendront au printemps pour continuer à construire, à vivre et à festoyer. Mais la municipalité veut évacuer le terrain et en faire un «jardin impressionniste à la Claude Monnet» nous explique tout souriant le génial planificateur. Le foisonnant, l'inattendu, l'unique, nos vies doivent faire place à une carte postale impressionniste, «publique» bien-sûr, mais qui en veut, de ce cimetière? Les passants qui viennent bavarder avec nous aiment y cueillir des pommes et des

mirabelles, s'amuse de nos constructions, parlent des oiseaux, des salamandres, des mûriers, des arbres. Nous n'avons jamais entendu parler de Monnet ou de cafétéria.

Nous savons qu'un seul politicien par le poste qu'il encombre est en train de réaliser son caprice personnel sur cette terre, dont nous avons besoin, mais que nous n'avons fait qu'effleurer parce que nous n'avons jamais cru que cet espace serait longtemps laissé en paix par les poseurs de bacs à fleurs. La terre nous quitte alors que nous y sommes encore. Les roues sous les roulottes, même calées, montrent trop bien le chemin de l'exil, l'indifférence du sol, l'ivresse des pentes libres, du goudron bien lisse, la terre comme paysage qui défile sur les bas-côtés. Mais sans roulottes le terrain aurait déjà été abandonné. La mobilité est parfois la seule façon de rester.

Et comment ne pas voir dans ces roulottes fumantes la preuve d'un refuge ultime, le besoin réel d'un groupe, besoin d'habitants qui a d'autant plus de poids qu'il est unique en notre ville: ne faut-il pas protéger ce que l'on a de plus rare, de plus solitaire, pour que la vie reste curieuse de son futur?

### **nouvel essai: occupation du château de malagny et de ses terres**

Le 18 mai 2002, nous nous lançons à l'assaut d'un château laissé à l'abandon entouré d'un grand parc tout aussi désert. Un collectif de jardinage a été formé, et il est prévu de commencer la mise en place des cultures le jour même de l'occupation. Les tracteurs s'approchent, avec sur leurs remorques une montagne de compost, des plantons, des outils de jardinage et quelques poules qui se lancent elles aussi dans cette récupération de terre.

Malheureusement, le secret de cette occupation a été mal gardé, un guêt-apens nous attend et nous finissons en prison. Voici des extraits du tract d'occupation:

«Nous occupons aujourd'hui ces terres pour y vivre et cultiver, nous affranchissons ce domaine de ses maîtres dédaigneux. Les puissants ont trouvé le moyen de nous ôter l'accès à la subsistance et l'autonomie. Ils ont d'abord prétendu que les terres et l'eau leur appartenaient, ils ont rendu les graines stériles et suicidaires, vidé l'océan de ses poissons, empoisonné les champignons, éradiqué la plupart des plantes et animaux sauvages, rendu le peuple oublieux de sa médecine en imposant de coûteuses techniques... tout est volé, et même les maisons ne sont plus à ceux qui les habitent. Chaque jour nous devenons plus dépendants des produits empoisonnés de la Migros ; le pouvoir choisit ce que nous mangeons et peut même nous priver de repas. Or si nous voulons que le capitalisme meurt, nous ne voulons pas mourir de faim avec lui. Plantons partout dès aujourd'hui ! des carottes sur les toits, des dindons dans les jardins, des salades sous les pavés, des poules dans les salons et des cochons dans le palais de justice. Mais la ville est exigüe, alors en plus des toits et des rues dépaillées, nous reprenons le parc inutilisé du château et y installons un potager.

Le travail sera collectif, les décisions communes et la culture sans parcelles. Les jardiniers se partageront ce qui sortira de la terre. Il y aura de l'espace pour l'expérimentation et pour la sauvegarde d'anciennes espèces. Nul ne sera aide-jardinier car tous seront jardiniers. Le parc est grand : il accueillera aussi des canards et d'autres animaux, la maison du peuple, des cabanes excentriques, des expériences de constructions légères ou végétales, des enfants, vos rêves éveillés, conspirations et jardins de plantes médicinales, et la crise du logement n'y sera pas résolue, ni aucune crise du système, c'est le système que nous y mettrons en crise !»

Aujourd'hui, alors que les roulottes fument depuis plusieurs hivers au pied des tours du Lignon, le fameux jardin japonais, beaucoup plus cimetière que je me l'imaginai à l'époque, reste enfermé derrière de hautes grilles, même pendant l'horaire d'ouverture annoncé à l'entrée. Mais si elles étaient ouvertes, on ne voit pas tellement ce qu'on irait y faire.

Quant au jardin collectif, il a trouvé asile pendant deux ans sur le terrain d'une maison occupée à Genthod, 1000 mètres carrés d'excellente terre, qui après deux ans de bonheur ont été éventrés pour faire place à un parking souterrain, des immeubles administratifs et quelques bandes de pelouse. Le jardin collectif a migré à nouveau, sur une terre où se poursuivent aujourd'hui encore les cultures de légumes, d'herbes médicinales et de fruits, les expérimentations, la production de graines, le jeu des cueillettes et la préparation sur place de plats savoureux. Nous avons de la suite dans les idées, comme le propriétaire du château de Malagny et de ses terres, dont la propriété, après toutes ces années, reste toujours aussi déserte.



## **Enterrons le système alimentaire agro-industriel ! L'agriculture paysanne peut nourrir le monde.**

La Via Campesina, Djakarta le 22 février 2011.

Le système alimentaire agro-industriel dominant a échoué. Les promesses du Sommet mondial de l'alimentation de 1996, reprises par l'objectif du Millénaire pour le développement visant à réduire la faim en 2015 ne seront pas tenues.

La faim et l'insécurité alimentaire augmentent. Environ un milliard de personnes souffrent actuellement de la faim, un autre milliard de malnutrition – avec un

manque important de vitamines et de minéraux – alors qu'un milliard sont suralimentés. Un système alimentaire global = 3 milliards de victimes!

Les politiques alimentaires mises en place au cours des 20 dernières années ont été fortement défavorables envers l'agriculture paysanne, qui néanmoins continue de nourrir plus de 70% de la population mondiale.

La terre, les semences et l'eau ont été privatisées et cédées à l'agrobusiness, entraînant la migration des membres de communautés rurales vers les villes, en laissant derrière eux des terres fertiles pour que les entreprises multinationales produisent des agrocarburants, de la biomasse ou des aliments destinés à l'exportation pour les consommateurs des pays riches.

Les politiques néolibérales partent de l'hypothèse que la main invisible du marché partagera le gâteau d'une manière efficace et juste. A Davos cette année, les gouvernements du monde ont parlé de conclure le cycle de Doha des négociations de l'OMC en juillet 2011 pour, précisément, sauver le monde des crises alimentaires récurrentes. En réalité, la crise alimentaire endémique actuelle démontre que la libéralisation accrue des marchés agricoles n'aide pas à nourrir le monde, mais qu'au contraire elle accentue la faim et contraint les paysans et paysannes à quitter leurs terres. Les gouvernements ont donc tort.

En effet, les matières premières alimentaires sont entrées en masse sur les marchés spéculatifs, surtout depuis 2007. Pour ces marchés, les denrées alimentaires sont des produits de base dans lesquels les investisseurs peuvent soudainement investir des milliards, ou les retirer, gonflant ainsi des bulles qui éclatent par la suite en semant la misère partout. Les prix des aliments sont élevés, hors de la portée des consommateurs pauvres. Or, les prix payés aux paysans sont bas, ce qui les appauvrit d'avantage. Les gros négociants, les supermarchés et les spéculateurs continuent d'accroître leurs profits au détriment des peuples victimes de la faim.

Le temps est venu de changer radicalement le système alimentaire agro-industriel. La Via Campesina, mouvement représentant plus de 200 millions de paysans et paysannes à travers le monde, propose la souveraineté alimentaire comme moyen efficace et juste de produire et de distribuer de la nourriture dans toutes les communautés, toutes les provinces et tous les pays.

La mise en place de la souveraineté alimentaire signifie de défendre partout l'agriculture de petite échelle, l'agroécologie et la production locale, partout où cela est possible. Elle requière que les gouvernements soutiennent ce nouveau paradigme en donnant aux paysans et paysannes accès à la terre, à l'eau, aux semences, au crédit et à l'éducation, tout en les protégeant des importations bon marché par la mise en place de stocks publics ou appartenant aux paysans et la gestion de leur production.

La défense de la souveraineté alimentaire permettrait d'assurer des moyens d'existence pour des milliards de personnes et réduirait la pauvreté, qui est en grande partie un phénomène rural. Sur les 1,4 milliards de personnes qui souffrent aujourd'hui d'extrême pauvreté dans les pays en développement, 75% vivent et travaillent dans des zones rurales.

La production alimentaire locale et la vente directe du paysan au consommateur garantissent que la nourriture reste en dehors du jeu de Monopoly capitaliste. Cela la rend moins sujette à la spéculation. En outre, l'agriculture durable permet la régénération de l'environnement et des sols, protégeant ainsi la biodiversité et la santé des peuples. Elle est également plus résiliente au changement climatique et aide à arrêter le réchauffement climatique.

C'est cela que la Via Campesina défendra durant la réunion de la Banque Mondiale et du FMI en avril, du G20 sur l'Agriculture en juin, du Comité pour la Sécurité Alimentaire en octobre, et de l'OMC en décembre 2011.

**Joignez-vous à notre journée mondiale d'actions!**



## Autres actions annoncées ce 17 avril 2011

A **Winterthur** aussi, une occupation de terre est prévue: «...pouvoir planter ses propres aliments est une des conditions de l'autogestion, de la libre pensée et de l'action autonome. Pour rester indépendants, ne pas être manipulés ni opprimés. Disposer du sol sur lequel nous cultivons nos aliments, sol duquel dépend notre existence, et qui est de plus en plus bétonné ou pris en otage par les serveurs de la production industrielle d'aliments. La souveraineté alimentaire est un droit fondamental, l'accès à la terre est une des conditions de cette souveraineté. Pour ces raisons, joignez-vous à la journée internationale des luttes paysannes, à Genève ou Winterthur, avec une houe et des plantons!»

A **Berne**: «...une action aura lieu le vendredi 15 avril de 14 à 16h pour accompagner la remise de la pétition «Semer l'avenir – récolter la diversité» que plus de 25'000 personnes ont signé en Suisse . Pour donner une image de la diversité des plantes cultivées, nous allons semer, sur les plates-bandes de la «kleine Schanze» juste à côté du palais fédéral, de nombreuses variétés de céréales...»

A **Bruxelles**: Des journées d'actions et de résistance contre les nouvelles lois européennes sont organisées à Bruxelles les 17 et 18 avril. «La révision actuelle de la législation sur les semences par l'Europe avec sa cohorte de restrictions des droits des paysans est réalisée afin de répondre aux intérêts de l'industrie pour non seulement contrôler le commerce des semences mais également rendre très difficile l'accès aux milliers de variétés développées au cours des millénaires passés.

«Ne laissons pas l'industrie s'emparer des bases de notre alimentation! Nous continuerons à l'avenir à cultiver la diversité de nos semences et la propagerons!»

**En ce 17 avril 2011, journée internationale des luttes paysannes, nous occupons un champ , bêchons, semons, construisons, mangeons, buvons et dansons dans la campagne genevoise pour barrer la route à l'urbanisation vorace...**



**Quand la paysannerie est en voie d'extinction**

Quand le béton ne cesse de grignoter les champs

Quand la majorité des denrées alimentaires est importée de loin, produite avec les poisons de l'agrochimie et le sang des exploité(e)s agricoles

Quand un être humain doit être réduit à l'état d'esclave pour qu'un autre puisse digérer un légume bon marché

Quand le modèle agricole productiviste dominant ne fait que massacrer l'écosystème en affamant l'humanité

Quand la terre, qui n'appartient à personne, prend une valeur insensée à cause de la spéculation

Quand en un demi-siècle de productivisme et de mécanisation, les savoirs, les semences, les liens ruraux et l'humus ont été détruits

Souvenons-nous que la quasi-totalité des vivres provenait de nos environs il y a encore quelques dizaines d'années

Qu'il y a toujours des femmes, des hommes qui veulent cultiver des terres

Qu'il subsiste des terres fertiles à se réapproprier pour qu'elles soient cultivées avec sens et respect

Qu'il faut être nombreux(euses) dans les champs pour retrouver une autonomie ici et partout

Nous inversons la tendance, initiions un mouvement de réappropriation de la terre, des savoirs, des méthodes paysannes et des moyens d'échanges

Que vive cet ensemble complexe et fécond!

**Retour à la terre !**